Concilier ouverture et intégrité

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La formule officielle

Le gouvernement a exprimé son approche de l'afflux de capitaux dans une formule qui revient régulièrement dans les déclarations officielles. L'avant-propos du rapport de l'Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering (comité interministériel de lutte contre le blanchiment d'argent) indique que ses recommandations ont été calibrées pour éviter d'imposer une charge excessive à la grande majorité des entreprises, qui sont légitimes. Il ajoute : « We continue to welcome legitimate investors and businesses, while remaining watchful and not falling prey to the allure of dirty money, to avoid tarnishing our hard-earned reputation as a trusted business hub. »[1] Le même avant-propos prévient qu'aucune mesure n'éradiquera complètement le blanchiment d'argent et que certains gardiens seront toujours incapables de résister à son attrait.[2]

La Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) a formulé la question de la compétitivité en des termes semblables. Présentant le rapport annuel en juillet 2026, son directeur général, Chia Der Jiun, a déclaré que la compétitivité de Singapour reposait avant tout sur sa position « as a trusted financial hub with access to a deep and diverse financial ecosystem and talent

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

pool ».[3] Dans cette optique, la confiance est le produit que Singapour vend. L'ouverture sans intégrité la détruirait, tandis que l'intégrité sans ouverture la laisserait sans acheteurs.

Quatre instruments de calibrage

Les sections précédentes montrent que l'État calibre l'afflux à l'aide de quatre types d'instruments. Le premier est le prix. L'Additional Buyer's Stamp Duty (ABSD, droit de timbre additionnel de l'acquéreur) rend l'achat d'un logement coûteux pour les étrangers, tandis que les taux plus élevés de l'impôt sur le revenu et du droit de timbre de l'acquéreur demandent aux plus fortunés de contribuer davantage. Le deuxième est la quantité. Le nombre de nouveaux citoyens et résidents permanents est fixé chaque année par le gouvernement, sans aucun droit pour les candidats. Le troisième est constitué par les conditions. Le Global Investor Programme et les incitations en faveur des family offices exigent des investissements, des dépenses locales et des emplois. Leurs seuils ont augmenté à mesure que la demande croissait. Le quatrième est le contrôle. Le dispositif de lutte contre le blanchiment, la vérification des family offices et l'échange de données entre administrations examinent l'origine de la fortune.

Cette combinaison est caractéristique de Singapour. Un État doté d'un large pouvoir d'appréciation peut ajuster rapidement chaque instrument, souvent avec effet dès le lendemain d'une annonce, comme l'a montré la hausse d'avril 2023. L'inconvénient est l'incertitude pour les familles concernées, qui ne peuvent pas se fier aux règles en vigueur lors de leur arrivée. L'avantage, du point de vue de l'État, est la capacité de réagir aux conditions du marché et à l'opinion publique avant que l'un ou l'autre ne tourne à la crise.

À qui profite l'afflux de capitaux

La légitimité politique de l'afflux dépend de la question de savoir si les Singapouriens ordinaires en perçoivent les avantages. La réponse officielle met en avant les emplois, les investissements et les recettes fiscales. L'Economic Development Board a cité les emplois créés par les investisseurs dans le cadre du Global Investor

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Programme, et la MAS a mis en avant l'emploi d'environ 2 200 personnes locales par les family offices bénéficiant d'incitations fiscales, ainsi que leur demande de services auprès des banques, des cabinets d'avocats et d'autres professionnels.[4] Les conditions minimales de dépenses et d'investissement attachées aux incitations visent à rendre ces avantages concrets.

La réponse critique met en avant les coûts. Les nouveaux arrivants fortunés se disputent des terrains rares, font monter le prix des logements privés et creusent l'écart visible entre les très riches et la classe moyenne. Lorsque leur fortune est d'origine douteuse, le préjudice de réputation d'un seul scandale retombe sur tout le pays. La politique du gouvernement peut se lire comme une tentative de répondre aux deux camps : elle capte une partie des avantages au moyen des impôts, des conditions et des exigences en matière d'emploi, et elle limite les coûts par des mesures immobilières et par le contrôle.

Conséquences pratiques pour les familles et leurs conseillers

Pour les familles qui envisagent de s'installer à Singapour et pour leurs conseillers à Singapour, à Genève ou ailleurs, cette analyse a des conséquences concrètes. La première concerne l'ordre des démarches. Le coût d'achat d'un logement dépendant fortement du statut de résident, la famille devrait régler la question de sa voie de résidence avant de s'engager dans un achat immobilier, en envisageant un logement en location pendant les premières années. La deuxième concerne la documentation. Les banques, les prestataires de services aux family offices et les autorités examineront l'origine de la fortune avec un soin accru. Une famille capable de documenter clairement l'origine de sa fortune avancera plus vite. La troisième concerne l'engagement. Les demandes de résidence et de renouvellement des permis de retour (re-entry permits) sont appréciées à la lumière de la présence effective de la famille, de ses investissements et de son intégration à Singapour.

- Choisir d'abord la voie de résidence : Employment Pass, Overseas Networks & Expertise Pass, Global Investor Programme ou résidence permanente par l'emploi, avec des délais réalistes.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

- Vérifier les seuils en vigueur du Global Investor Programme et des incitations en faveur des family offices au moment de la demande, car les deux ont été relevés à plusieurs reprises.
- Calculer l'Additional Buyer's Stamp Duty avant tout achat immobilier, y compris le taux de 65 % applicable aux entités et aux transferts vers des trusts, et vérifier tout traitement prévu par des accords de libre-échange.
- Préparer un dossier sur l'origine de la fortune avec des pièces justificatives, car les gardiens sont censés vérifier les déclarations de manière indépendante.
- Éviter les structures dont l'objet principal est de justifier un permis de travail ou un statut de résident, car les autorités recoupent désormais les données des sociétés et de l'immigration.
- Vérifier, avant d'approcher les banques, si la famille et ses activités présentent des liens avec des personnes politiquement exposées ou une exposition aux sanctions.
- Anticiper l'évolution des règles : l'État ajuste rapidement les impôts, les droits de timbre et les conditions des programmes, souvent avec effet immédiat.

Notes

1. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, avant-propos : recommandations calibrées « so that we do not place undue burden on the large majority of businesses, which are legitimate. We continue to welcome legitimate investors and businesses, while remaining watchful and not falling prey to the allure of dirty money, to avoid tarnishing our hard-earned reputation as a trusted business hub. » ↩
2. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, *Report*, octobre 2024, avant-propos : « there is no silver bullet to completely eradicate money laundering. At some point in the future, some bad actors will find new ways of laundering their illicit wealth, and some gatekeepers will be unable to say no to its allure. » ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. *The Business Times*, 29 juillet 2026, précité, citant Chia Der Jiun : « First and foremost, our competitiveness rests on a broader base – on our position as a trusted financial hub with access to a deep and diverse financial ecosystem and talent pool. » ↩
4. Monetary Authority of Singapore, "Written reply to parliamentary question on number of jobs created by single family offices", Gan Kim Yong, 5 février 2025 (mas.gov.sg, consulté en novembre 2026) : « SFOs receiving tax incentives currently employ about 2,200 locals » ; "Written reply on SFOs", 5 août 2026 : les SFO contribuent à l'emploi dans la gestion d'actifs et les services connexes tels que la banque privée, le conseil juridique et fiscal, la comptabilité et l'administration de fonds. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.